

**Transports,
gaz, électricité... Pour la
sale guerre,
pour les
profits
capitalistes,**

LA VERITE

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (TROTSKYSTE)

REDACTION ADMINISTRATION :
5, Rue de Charonne, PARIS (XI^e). Tél.: ROQ. 69-52



SECTION FRANÇAISE DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE

ABONNEMENTS: 1 an: 1.200 F; 6 mois: 600 F; 3 mois: 350 F
Etranger: 1 an: 1.500 F
C.C.P. Société de Presse, Edition et Librairie 6032-01 Paris

Gaillard fait payer les pauvres

DES hausses cyniques de 50 % comme celle des transports. Des relèvements de salaires de 3 ou 4 %, pour quelques catégories seulement. La marée montante des prix des denrées de première nécessité, de semaine en semaine, de jour en jour, sur le marché : les légumes, la viande, le pain, le lait, le vin, tout augmente... Cette fois, c'est clair : au moment même où les restaurants de luxe, les palaces, comblés par le Réveillon, insultent à leur misère, au moment même où la construction est pratiquement arrêtée, sauf pour les riches, où les écoles re-

faisent les enfants — au moment même où ces Messieurs du Palais-Bourbon, avant de se séparer pour faire bombance, satisfaits d'avoir approuvé la politique de Gaillard-la-misère, se sont votés en douce 90.000 francs par mois d'augmentation — la grande masse des travailleurs de ce pays se voit menacée d'une nouvelle amputation de son niveau de vie, incompensablement plus ample que les précédentes.

Pour maintenir les privilèges des multi-millionnaires d'Alger, la bourgeoisie se propose d'englouir plus de 1.000 milliards cette an-

née : les travailleurs doivent payer. Pour solder les intérêts des prêts que la bourgeoisie négocie aux Etats-Unis, en Allemagne, pour soutenir son économie délabrée et sa politique criminelle : les travailleurs doivent payer. Pour protéger l'industrie française arriérée contre ses rivales allemande, anglaise, américaine, il faut élever haut les barrières douanières, restreindre les importations : les travailleurs doivent payer. Voilà le fin du fin pour l'enfant prodige du patronat, le nouveau Laniel de la politique française, l'expert en l'art de parler pour ne rien dire, le spécialiste du « laisser mourir » : M. Félix Gaillard.

Dans la décomposition de ce qui fut un grand pays, une seule classe est soignée, qui porte en elle l'avenir : la classe ouvrière. Mais les grandes organisations, partis et syndicats, qu'elle a édiflés au prix de sacrifices sans nombre pour assurer sa libération, sont devenues la seule entrave réelle à son action. Les bureaucrates de F.O., de la C.G.T., du P.S. et du P.C.F. s'emploient à empêcher les travailleurs de se mobiliser contre la misère et

R. MONGE

(Suite page 2).

DEFENDONS « LA VERITE »

AU risque de paraître présomptueux, nous pouvons dire, si nous jetons un coup d'œil sur l'année écoulée, que « LA VERITE » a, dans la mesure de ses moyens — et parfois bien au-dessus ! — joué un rôle important.

De la campagne permanente menée contre la guerre d'Algérie et contre les bourreaux qui l'accompagnent — campagne qui nous a valu diverses condamnations, et qui nous vaut ce procès des tortures dont il semble que le Gouvernement ait peur — à l'intervention dans les luttes de classes en France : appels à la généralisation au moment de la grève des Banques, efforts pour briser l'isolement des métallos de Loire-Atlantique, campagne pour les 10.000 francs pour tous, « LA VERITE » a réellement été un journal de combat, capable à la fois d'être le lieu où pouvaient se rencontrer et se confronter les expériences diverses de la classe ouvrière, et l'organe de véritables campagnes politiques.

Par ailleurs, par ses articles sur la politique française, l'évolution des « démocraties populaires » et de l'U.R.S.S., les problèmes de la classe ouvrière en Angleterre et en Amérique, « LA VERITE » a tenté d'être réellement un

journal d'information pour les militants révolutionnaires.

Que ses efforts aient été en partie couronnés de succès, le fait que « LA VERITE » soit devenue, pendant plusieurs semaines, une véritable tribune de discussion sur les problèmes de l'U.R.S.S. et du socialisme, au moment de la commémoration d'Octobre, le prouve. Le prouve aussi, l'enquête qu'elle mène actuellement sur les moyens et les méthodes de lutte de la classe ouvrière.

Et pourtant, ses efforts, ses réalisations, ses succès, ne représentent que très peu de choses si on les compare à ce qui est nécessaire, aux tâches que la période actuelle impose à un journal qui se veut l'expression nationale d'une politique révolutionnaire.

Les choses sont claires : tout en France aujourd'hui dépend de la classe ouvrière, de son intervention, de l'éclatement de grandes luttes revendicatives. Et leur déclenchement même suppose une lutte contre les bureaucraties syndicales et politiques qui les craignent tout autant que la bourgeoisie. Que les ouvriers parviennent à imposer leur contrôle sur leurs luttes, qu'ils parviennent à s'organiser, à construire leur direction de combat, c'est le problème central de l'heure. Dans une pareille conjoncture, l'existence d'un organe central manifestant l'existence de l'organisation et de la politique révolutionnaires, permettant par exemple aux ouvriers nantis de connaître les expériences des

(Suite page 2).

PAS DE PROPOSITIONS

ON ne saurait, certes, considérer l'interview accordée par Félix Gaillard, le 30 décembre, au magazine américain « U.S. News and World Report », ni comme l'exposé de l'ensemble des positions du Président du Conseil, ni comme une analyse de la situation française.

Destinée d'abord au gouvernement américain, accessoirement à l'opinion publique de ce pays, elle est aussi une déclaration de propagande. Pourtant, il n'est pas sans intérêt de faire quelques remarques à son sujet.

LES CAISSES SONT VIDES

La situation économique et financière de la France n'est plus seulement une préoccupation générale qui sous-tend l'activité du gouvernement : elle est devenue un problème essentiel et angoissant. Ce problème a suffisamment été traité dans ce journal (1) pour qu'il soit inutile de revenir dessus. Remarquons simplement la désinvolture avec laquelle Félix Gaillard, l'organisateur de la hausse, déclare au reporter :

« J'estime que la situation économique est fondamentalement saine et que la crise financière est une crise d'excès de santé ».

Phrase qui prend tout son sens lorsque, quelques instants plus tard, Gaillard est contraint d'avouer que, pratiquement, au cours de l'année qui commence, la production ne se développera pas. La France a, en effet, ces dernières années, bénéficié à la fois d'une conjoncture internationale favorable et d'un développement rapide de la production. Mais la guerre d'Algérie a miné le fragile équilibre économique ainsi atteint : les ressources en devises ont été dévorées, et l'on est maintenant arrivé au moment où il faut directement faire payer aux couches laborieuses de la Nation les frais de cette guerre insensée. D'où la cascade de hausses qui frappe brutalement, et dans de proportions inouïes, le niveau de vie ouvrier...

C'est sous le signe de grandes difficultés que commence l'année 1958 pour l'économie française : il faut, dans les pires conditions, engager une « bataille des exportations » ; il faut, pour tenter de rétablir (?) la balance du commerce

F. FORGUE

(1) « LA VERITE » n° 481 et 482. (Suite page 3).

Le point de la situation en Algérie

II. LES FORCES POLITIQUES AU 1^{er} NOV. 1954

IL n'est pas sans intérêt de rappeler comment, il y a deux ans, de vertueux observateurs nous critiquaient parce que nous estimions avoir, non seulement le droit, mais le devoir de prendre position dans les conflits opposant les différentes tendances politiques à l'intérieur de la Révolution Algérienne. Tout en exerçant ce droit légitime, nous ne manquons pas, cela va de soi, de défendre sans exclusive les militants algériens de toutes tendances, victimes de la répression colonialiste.

Il est juste, nécessaire, indispensable, de lutter pour empêcher l'exécution de la F.L.N. Djemila Bouhired, de condamner l'abominable meurtre du militant stalinien Maurice Audin, mais le silence de ceux qui n'ont pas trouvé, dans les ressorts de leur conscience, une impulsion les poussant à protester contre l'exécution de Harfouchi Mohammed, n'entache-t-il pas la « pu-

reté » de leurs sentiments « anti-colonialistes » ?... La tête du fellah M.N.A. Harfouchi Mohammed importée-elle moins que celles du professeur stalinien Maurice Audin, ou de l'étudiante F.L.N. Djemila Bouhired ?... La réponse que l'on donne à cette question distingue de façon sans équivoque, l'anti-colonialisme de façade de nature bourgeoise ou petite bourgeoise (progressiste et stalinienne) de l'anti-colonialisme prolétarien conséquent. L'anti-colonialisme de façade suit très étroitement l'évolution des rapports de forces du point de vue des intérêts « français », c'est-à-dire du point de vue de la bourgeoisie française (baptisée « démocratique »). Quant à l'anti-impérialisme conséquent, il se place sur le plan des intérêts communs du prolétariat français et du peuple algérien.

certains groupes dirigeants impérialistes. Mais, pour arriver à une solution politique, il lui faut faire exploser le F.L.N., le réduire à ses éléments constituants. De façon à compléter la première opération, qui a consisté à redorer le blason des Ferhat Abbas, Khouane, etc..., en leur accordant librement un passeport pour se rendre au Caire, par une seconde opération, laquelle, en isolant, écrasant ceux qu'on qualifie de « durs », permettrait de faire place nette à ces « interlocuteurs », véritablement « valables », — valables pour les intérêts bourgeois — que sont les dirigeants de l'U.D.M.A. et des « centralistes ».

La campagne du « Monde », de « L'Express », et de « France-Observateur » n'a pas d'autre sens que de faciliter cette opération. On voit combien les intérêts du peuple algérien et du peuple français im-

portent peu à ces anti-colonialistes bon teint. Nous y reviendrons.

L'apparente complexité des problèmes, leur enchevêtrement, la confusion évidente qui règne aujourd'hui ne peuvent être levés que si l'on se rapporte aux éléments fondamentaux. L'insurrection du 1^{er} novembre a modifié la forme des problèmes, pas le fond. Certains faits fondamentaux se sont trouvés éclairés, tel celui de l'inébranlable volonté du peuple algérien de rétablir sa souveraineté. D'autres sont dans l'ombre. Différentes questions ont contribué à obscurcir la situation : le terrible besoin d'armes et la dépendance relative des combattants à l'égard des fournisseurs ; l'Egypte, la Tunisie, le Maroc, l'épétre de la P. LAMBERT. (Suite page 3).

A travers la presse syndicale :

QUE VEULENT-ILS ?

LES dirigeants de la C.F.T.C. veulent maintenir les revendications dans le cadre des pourparlers avec le Gouvernement. Ils en sont toujours à se poser des questions, pour éviter d'y apporter, ou d'y laisser apporter, des réponses d'adoption.

Georges Levard, secrétaire général de la C.F.T.C., écrit dans « Syndicalisme » du 14-12-1957, sous le titre : « La situation des salariés « s'aggrave » : « ...En désaccord sur le moyen employé, sur la méthode... M. Félix Gaillard avait indiqué, voici un mois, qu'il discuterait sa politique économique et sociale, notamment avec les « organisations syndicales ouvrières ». Or, nous voyons que, par les « prix, des choix économiques à répercussions sociales, évitables « sont déjà arrêtés. Le Gouvernement veut-il, par avance, priver « de tout contenu intéressant les « conversations qu'il avait projetées ? C'est la question que nous « posons. »

Sur le problème brûlant des luttes de la Fonction Publique, c'est sous le titre de « Quand cessera le scandale du rajustement des rémunérations ? » que le même « Syndicalisme » C.F.T.C. relate les décisions du Conseil Fédéral des Fonctionnaires de cette centrale, décisions qui confirment à quel niveau dérisoire le syndicalisme chrétien veut enfermer les revendications :

« Le Conseil Fédéral donne mandat à son Bureau : 1) de maintenir fermement la demande de reconnaissance de la création de la Fonction Publique à raison « d'un traitement de base hiérarchisé de 240.000 fr. ; 2) d'obtenir l'application immédiate, par référence aux décisions prises dans « le secteur nationalisé, d'un traitement de base hiérarchisé de « 230.000 francs par an et d'un « minimum garanti de rémunération nette de 35.000 francs par « mois ; 3) De renouveler sa demande d'audience déjà présentée « au président du Conseil... »

En somme, à part une demande (plus que disproportionnée avec le niveau des prix) de 35.000 francs minimum (alors que tous pensent, à la base, à 45.000), on offre aux pouvoirs publics la renouveau de ses promesses « pour demain » sous forme d'une « créance » reconnue. Comme moyens d'action offerts aux travailleurs, l'originalité consiste à continuer à tirer les sonnettes ministérielles. Les gouvernements bourgeois pourraient-ils espérer de meilleurs auxiliaires que ces gobes volontaires de promesses officielles ?

Mais est-ce que la position de l'U.G.F.F. (C.G.T.) derrière son clinquant de mots plus violents, et sous le drapeau de l'unité largement déployé, ne dégage pas la même odeur de chloroforme ? Dans l'article de Léon Clair, publié dans la V.O. du 18-12-57, on lit d'abord que les salariés de la Fonction Publique ont obligé le gouvernement (par les « mouvements » des 22-25 octobre et 19 novembre) : « à « rouvrir le dossier et céder quelques milliards, reculé éventuellement... » Puis vient le programme de la centrale C.G.T. :

« Une augmentation immédiate « minimum de 7.000 francs, avec reconnaissance du droit des « Fonctionnaires à un traitement « de base de 240.000 francs et l'attribution d'un rappel unique et « uniforme pour 1957... »

Ouvrir le dossier, reconnaissance du droit, qu'est-ce là d'autre qu'une demande, bien polie, au gouvernement, de faire d'autres promesses, aussi platoniques certainement que celles faites par E. Faure, Guy Mollet, etc., etc. ?

Les 240.000 fr. hiérarchisés, s'ils donnent 3.500 fr. mensuels, avec un coefficient 650. Les 7.000 fr. de garantie ressemblent donc bien plutôt à un parade démagogique qu'à une volonté réelle. En effet, comme toutes les Centrales, l'U.G.F.F. propose

seulement « la réouverture du dossier », la « reconnaissance du droit ». D'ailleurs Léon Clair conclut son papier en appelant les travailleurs à « manifester sous toutes les formes leurs protestations, unies « contre les mesures gouvernementales ». On ne peut dire que les travailleurs seront, ainsi, fixés sur les moyens d'agir !

Avant d'aboutir à cette conclusion imprécise, bien peu apte à préparer la grève générale de la Fonction Publique, pourtant devenue une nécessité reconnue à la base, Léon Clair avait dévoilé les objectifs vrais de l'U.G.F.F. (C.G.T.) : « succès assuré aux Fonctionnaires (par) un renforcement « de la cohésion pour imposer une « même unité à leurs dirigeants... » Tous masquent les vrais besoins revendicatifs de la base (10 à 15.000 francs mensuels égaux pour tous), masquent également, jalousement, les seuls moyens d'arracher quel-

que chose de solide (la grève générale limitée à la seule victoire).

Ainsi, « l'unité » que savent et veulent réaliser les bureaucrates entre eux, c'est l'unité des actions sporadiques ou tournantes pour des gains qui ne peuvent satisfaire les salariés de la Fonction Publique. Cette « unité d'inaction » réelle, destinée seulement à infléchir la politique de la bourgeoisie, sans en contrecarrer la nocivité fondamentale, ne saurait être une arme pour les travailleurs. C'est d'ailleurs sous la seule pression de ceux-ci que les bonzes avancent de quelques pas. Daniel Hureau est explicite à ce sujet en parlant, dans « Forces-Ouvrières » du 12-12-57, au conditionnel, du recours à l'action : « Les Organisations F.O. sont déçues à revendiquer des majorations de salaires pour combler les « écarts creusés dans les budgets « familiaux par la hausse des prix. « C'est le seul moyen qui leur resterait... »

DEFENDONS LA « V »

(Suite de la page 1)

employés parisiens et aux fonctionnaires celles des métallos bordelais, est une nécessité vitale.

Il est l'axe autour duquel, dans l'action et par la confrontation démocratique des opinions peut se développer une organisation d'avant-garde, capable d'intervenir efficacement dans les luttes sur un programme de combat.

Il faut que « LA VERITE » devienne partout le journal des ouvriers d'avant-garde en lutte, le journal de combat des travailleurs révolutionnaires. Une tâche aussi ambitieuse, aussi considérable, mais encore plus indispensable, exige, pour être réalisée, l'aide de tous nos sympathisants, de tous nos lecteurs. « LA VERITE » a besoin de leur appui effectif, constant : il faut qu'ils considèrent la défense de « LA VERITE » comme leur affaire !

« LA VERITE » a besoin de la participation politique de ses lecteurs à sa rédaction. Que chacun fasse part au Comité de Rédaction de ses critiques, de ses suggestions. Plus encore, que chacun devienne un correspondant de « LA VERITE », qu'aucune expérience de la classe ouvrière, si minime soit-elle, ne soit perdue pour l'ensemble des travailleurs qui lisent « LA VERITE ».

« LA VERITE » a aussi besoin de l'appui matériel de tous ses lecteurs. Ses difficultés sont connues : elles sont celles d'un journal révolutionnaire indépendant, qui ignore les subventions, qui est en butte à la répression.

Que chacun s'abonne, fasse abonner ses amis, devienne, même modestement, un diffuseur de « LA VERITE ».

Que chaque lecteur s'engage à souscrire, pour la défense de « LA VERITE », une somme régulière chaque mois : 100, 200, 500 ou 1.000 francs. Si 500 de nos lecteurs versaient régulièrement, ne serait-ce que 200 francs, les problèmes de notre budget seraient bien simplifiés.

Tous ensemble, nous pouvons faire de notre journal, le journal que les révolutionnaires, partout dans le pays, attendent.

Gaillard fait payer les pauvres

(Suite de la page 1)

la guerre. Ils divisent, l'ouvrent, fractionnent, calomnient, démoralisent, camalisent. Ils ne reculent devant aucune trahison pour contenir l'action ouvrière dans les cadres mêmes de ce régime pourri et pourrisseur qu'elle tend à briser.

Les solutions, pourrions-nous dire, il faut mettre fin à la guerre des colons milliardaires et, pour cela, reconnaître le droit du peuple algérien à disposer de lui-même, à décider de son sort, au travers d'élections libres. Comme, avant que cette volonté souveraine ait pu s'exprimer, nulle tendance ne peut s'y substituer, il faut, sans délai, rétablir les libertés démocratiques, libérer les détenus des prisons et des camps, et convoquer, pour négocier la paix, autour d'une « Table Ronde », toutes les tendances politiques algériennes.

Il faut que les riches paient les conséquences de la guerre des riches : il faut immédiatement augmenter massivement les salaires, pensions et retraites et, comme les besoins sont les mêmes — la hausse des prix est la même pour tous — les augmenter d'une somme

NOIR SUR BLANC

« TOUT CE QUI EST NATIONAL EST NOTRE »
(Charles MAURRAS)

CHARITE
BIEN ORDONNEE

Lu dans la presse :

« M. Florimond Bonte et le groupe communiste ont déposé une proposition de loi pour révaloriser la situation et le prestige des artistes de la Musique de la Garde Républicaine de Paris. Ils demandent notamment que cet ensemble et l'orchestre à cordes de la Garde soient réunis et prennent le nom et rang de « grand orchestre militaire national ».

Cette proposition s'ajoute à celles précédemment déposées de MM. Charles Hervu, radical et Alfred Coste-Floret, M.R.P. »

A l'état-major de la vie chère — au Palais-Bourbon — on est bien placé pour savoir le prix de la vie. Et ces Messieurs les Députés se servent. Ils viennent de se voter en douce :

Article premier. — Indemnités des députés : 1956, 1.158 millions - 1958 : 2.096 millions.

Article 2. — Indemnités du président : 1956, 4.090.550 francs - 1958 : 7.350.000 fr.

Ca fait du 80 % d'augmentation en deux ans et du 90.000 francs par mois d'augmentation égale pour tous, pour la dernière « mise au point »...

Si les fonctionnaires qui manifestaient au Palais-Royal avaient mis à exécution leur judicieuse idée de traverser la Seine, ils auraient surpris ces Messieurs au moment du vote, juste à temps pour proposer un additif de leur cru.

LES MORTS VONT VITE

M. Bourges-Maunoury ayant « suggéré » aux Anciens Combattants de renoncer à leur retraite sur l'aube de la Patrie et de la sale guerre d'Algérie, cette proposition souleva un embousillage si général que ses successeurs ont préféré l'oublier.

Aussi bien, MM. Gaillard-Pimlin ont trouvé mieux : le paiement en une seule fois, à terme échu, de la dite retraite.

Les Anciens Combattants, ça meurt vite et dru...

Ci, 5 milliards d'économies par an. De quoi solder 2 ou 3 jours de la guerre en Algérie, ou l'augmentation du budget de l'Assemblée nationale !...

U. R. S. S. Quand le bô

Si il est vrai que « l'homme affamé rêve de petits pains », comme s'est plu à déclarer récemment Khrouchchev dans une interview à l'« United Press », alors les travailleurs soviétiques ont sûrement des cauchemars quand ils pensent aux conditions dans lesquelles ils sont obligés de loger leur famille.

Alors, que les privilégiés du régime s'épanouissent dans des appartements spacieux qu'ils possèdent, en plus des maisons de villégiature, les masses travailleuses s'entassent en effet dans des logements minuscules, si ce n'est, la plupart du temps, dans des pièces uniques pour une famille entière, n'ayant droit qu'à une « participation » à une petite cuisine que se partagent 2 et 3 familles.

L'AVEU

Un groupe social privilégié n'a pas pour habitude de mettre l'accent sur ses avantages matériels. Aussi est-il normal que la bureaucratie soviétique passe sous silence l'injustice criante qui préside à la répartition de l'habitat. Mais, s'il est une chose qu'elle n'est pas en état de faire, c'est de camoufler entièrement les tristes conditions de logement dans lesquelles se débat la population travailleuse de l'U.R.S.S.

Ce n'est donc pas de gaieté de cœur que la « Pravda » du 2 août 1957 écrit : « La population de nombreuses villes, cités ouvrières et localités rurales manque de logements bien aménagés. Un nombre considérable de familles continue de vivre dans des maisons vétustes... Le problème de l'habitat demeure encore l'un des plus graves ».

Il n'est donc pas étonnant que Khrouchchev soit amené à le reconnaître lui aussi : « Actuellement, le problème de logement est le problème le plus aigu », s'écrit-il à l'Assemblée des travailleurs du bâtiment le 31 juin 1956. Et c'est ce qui le conduisit à promettre, au XX^e Congrès, « une amélioration radicale » des conditions de logement.

LES CAUSES DE LA CRISE

Le passé, les immenses destructions de la dernière guerre ne sont pas des explications suffisantes de la crise

actuelle. La pénurie des logements résulte également des graves déficiences que l'on constate encore dans la construction de l'habitat. Nous apprend l'arrêté du Comité Central du P.C.U.S. et du Conseil des Ministres de l'U.R.S.S. sur l'expansion de la construction des logements en date du 31 juillet 1957, qui enchaîne : « Les crédits affectés par l'Etat à cette fin ne sont pas intégralement utilisés... Les plans ne sont pas exécutés, les ressources matérielles et la main-d'œuvre sont dispersées sur de nombreux chantiers... Souvent la construction de bâtiments s'accompagne de la démolition injustifiée de maisons d'habitation ».

De plus, « la cadence de la construction dans les villes et les localités rurales est freinée dans une large mesure par la pénurie des matériaux de construction ».

Mais il appartenait à Khrouchchev en personne de dévoiler les véritables raisons de l'échec : l'incapacité congénitale de la bureaucratie à gérer le développement planifié de l'économie soviétique.

Dans ses « thèses » économiques du 30 mars dernier, il écrit en effet : « Dans une même région ou une même ville, la construction est conduite par un grand nombre d'organismes. Ainsi, par exemple, dans la région de Tchéliabinsk, 182 organisations, dépendant de 25 ministères et départements, s'occupent de travaux du bâtiment ; dans la région de Sverdlovsk, la construction est conduite par 203 organisations de montage relevant de 30 ministères et départements différents, travaillant dans un même rayon et même dans une même rue. La chose est arrivée à un point que la construction de 8 maisons d'habitation dans la rue Kouzbass, à Sverdlovsk, a été confiée à des organismes dépendant de 7 ministères et départements différents ».

LES PROMESSES

Cette situation est pleine de menaces pour la bureaucratie elle-même en temps que caste privilégiée. Aussi : « Le Comité Central et le Conseil des Ministres estiment qu'à l'heure actuelle, l'expansion ultérieure de la

DEVENEZ UN DEFENSEUR DE « LA VERITE »

Nom :
Prénom :
Adresse :

s'engage à verser, le 1^{er} de chaque mois, la somme de : 100 - 200 - 500 - 1.000 - 2.000 - 5.000 francs (rayer la mention inutile) pour la défense de « LA VERITE ».

Pas de propositions ...

(Suite de la page 1)

et, parlant, freiner, la production. Et même ainsi, si l'on veut éviter une véritable désorganisation de la vie économique, il faut que l'Amérique prête ses dollars. C'est une question de vie ou de mort : il faut à la France — comme l'admet Gaillard — 430 millions de dollars « pour s'en sortir », comme souligne aimablement le reporter.

RAMPES DE LANCEMENT ET PRESENCE FRANÇAISE

On se rend compte facilement de quelle autorité internationale peut disposer un gouvernement placé dans une pareille situation... La bourgeoisie française ne se fait pas d'illusions, d'ailleurs, ni sur ses possibilités de « jouer un rôle », ni sur son importance. Plus prudemment, elle aimerait qu'on lui laisse les mains libres en Afrique du Nord, le temps qu'elle parvienne à mettre sur pied une « solution » qui mette fin à l'épuisant conflit algérien sans provoquer une crise du régime.

Aussi Gaillard, après avoir agité l'épouvantail du communisme, de la subversion interne qui menacerait l'Afrique du Nord, en vient, comme toute, à proposer (sans le dire tout en le disant) un marché à l'impérialisme américain : « Vous avez des difficultés avec la plupart des alliés européens à propos de l'installation de rampes de lancement de fusées nucléaires sur leurs territoires?... Nous autres, Français, en fidèles alliés, sommes prêts à les accepter, mais donnez-nous carte blanche en Afrique du Nord ».

Voici cet assez étonnant dialogue :
Question. — Avez-vous donc le sentiment qu'il est nécessaire d'aller de l'avant aussi rapidement qu'il est techniquement possible, en vue de placer des I.R.B.M. et des stocks de bombes atomiques tactiques et de têtes nucléaires en Europe ?

Réponse. — Je crois que la rapidité avec laquelle cette question sera résolue dépendra du degré d'harmonisation des politiques des pays membres de l'O.T.A.N. dans les régions situées en dehors de la zone géographique immédiate couverte par le Pacte Atlantique.

Question. — Je présume que vous visez là particulièrement le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord?... Estimez-vous que la réunion de l'O.T.A.N.

T.A.N. a diminué les chances du neutralisme en Europe ?

Réponse. — J'estime que cette réunion a diminué la probabilité d'un neutralisme en Europe dans la mesure où elle a suscité des espoirs de politique commune, à l'extérieur aussi bien qu'à l'intérieur de la zone couverte par le pacte. Bien entendu, si les décisions qui ont été prises sur le plan des principes n'étaient pas suivies dans les actes, on courrait le risque d'aboutir à l'effet opposé.

DES POLITIQUES ETRANGERES ?

La dernière phrase citée permet-elle de penser que Gaillard rêve à un possible renversement des alliances, si l'impérialisme américain ne tenait pas ses promesses ? Veut-il faire entendre qu'il se laisserait tenter par la neutralisation de l'Europe?... On ne peut sérieusement l'imaginer.

Formellement, la France est un des « cinq grands » ; mais chacun sait que son rôle de grande puissance est chaque jour remis en question : l'éroulement de son empire colonial, balayé par la révolution coloniale, marque la fin de ses rêves de grandeur. La bourgeoisie se voit obligée, à travers les crises de toutes ses formations politiques, de reconsidérer son avenir et, d'abord, de trouver les moyens d'éviter que sa crise ne se transforme en crise sociale, en crise révolutionnaire.

On se doute qu'elle ne peut, en même temps, jouer un rôle déterminant sur la scène internationale. Et Gaillard a beau, du bout des lèvres, évoquer le neutralisme, mettre des conditions à l'installation des rampes de lancement, menacer même de construire une bombe atomique française, il est bien contraint de suivre l'impérialisme américain sur toutes les questions importantes. Ainsi, au moment où Mac Millan « premier » britannique, lance l'idée d'un pacte de non-agression Est-Ouest, au moment où Adenauer ne se contente pas de rejeter purement et simplement les plans de neutralisation, que déclare Félix Gaillard ?

A la question : « Estimez-vous que la proposition polonaise d'une « dénucléarisation », de l'Allemagne, de la Pologne et de la Tchécoslovaquie vaille la peine d'être ex-

plorée ? », il répond, en fidèle écho de M. Dulles : « Non, c'est une idée très dangereuse, parce que tout désarmement nucléaire de l'Europe aboutirait au repli des forces américaines et les amènerait à rentrer chez elles ».

En un mot, « des politiques étrangères », il en existe virtuellement plusieurs à laquelle la bourgeoisie française (et M. Gaillard) rêvent. Il leur arrive même de rêver tout haut. Mais la véritable politique étrangère française, Gaillard a eu le mérite de l'exprimer avec simplicité, lorsqu'à la question : « La France a-t-elle de nouvelles propositions à faire à l'U.R.S.S. en vue de sortir de l'impasse ? », il a tout simplement répondu : « Non », ...

Dans notre prochain numéro :
GAILLARD VEUT-IL NEGOCIER EN ALGERIE ?
GAILLARD PEUT-IL NEGOCIER EN ALGERIE ?

PARMI

nos Lettres

Pierre Lambert, directeur de « LA VERITE », a reçu la lettre suivante :

Prison de la Santé le 30 décembre 1957

Cher camarade,

Dans deux jours, une nouvelle année ouvrira ses horizons sur le globe.

Tous les peuples s'apprêtent à faire des vœux d'espérance pour voir s'épanouir devant eux de meilleures perspectives et d'heureux événements.

A l'occasion du Nouvel An, je m'adresse à toi et à tous les camarades trotskystes pour vous souhaiter mes sincères vœux de bonne santé et de prospérité.

Je souhaite que l'année 1958 soit l'année où le peuple algérien et le peuple français retrouvent la paix tant désirée pour que les liens soient renforcés suivant les principes de la liberté et de la démocratie.

Bien que le peuple algérien souffre terriblement pour reconquérir son droit à disposer de lui-même, il a trouvé à ses côtés la solidarité et la sympathie agissante des travailleurs et du peuple français pour faire triompher sa lutte libératrice, et pour construire ensemble des rapports amicaux dans tous les domaines.

Baba ABDELAZIZ

Les forces politiques ...

(Suite de la page 1)

guerre, l'isolement de la Révolution Algérienne par rapport à la classe ouvrière française chloroformée par ses grands partis traditionnels.

Mais ces facteurs, si importants soient-ils en eux-mêmes, ne modifient, ne peuvent modifier les données fondamentales. La guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens. C'est dire qu'il est impossible de tracer des perspectives sans s'en référer à la situation d'avant le 1^{er} novembre 54.

Les différents éléments ont été magistralement étudiés dans un numéro spécial du Bulletin Inter-Afrique Presse que publie la journaliste Claude Gérard. Avant le 1^{er} novembre 1954, les forces politiques algériennes se répartissaient comme suit :

● Le Parti Communiste Algérien, parti à composition à majorité européenne, dont l'influence sur les musulmans était quasi-nulle. La faiblesse des bases sociales du P.C.A. tient essentiellement à la dépendance totale du stalinisme algérien à l'égard de la politique impérialiste du P.C.F. : participation aux massacres de Sétif et de

Guelma en 1945, soutien du statut colonialiste de 1947, etc., ce qui naturellement a conduit le P.C.A. et le P.C.F. à condamner « le terrorisme » au lendemain du 1^{er} novembre 1954. Le P.C.A. et le P.C.F. qui ne sont pas à un tournant près, appuient, un an après, la néfaste tactique du F.L.N., des attentats aveugles. Nous en expliquons les raisons dans un prochain article.

● L'Union Démocratique du Manifeste Algérien : l'U.D.M.A. de Ferhat Abbas, parti de l'anémique bourgeoisie algérienne, était acquis également au statut et condamne également le 1^{er} novembre. La faiblesse économique et sociale de la bourgeoisie algérienne explique le caractère couard sans envergure, de la politique de son organisation : l'U.D.M.A.

● Les « Centralistes », également, sont contre le 1^{er} novembre. La tendance des centralistes s'est développée à l'intérieur des comités du M.T.L.D. puisant ses racines dans les couches intellectuelles du parti. Leur objectif politique se traduit ou ne peut plus clairement dans ce passage du rapport adopté par leur Congrès en août 1954 : « Occuper une plus grande place dans le domaine jusqu'alors réservé au colonialisme ». Les centralistes collaboraient ouvertement avec le leader de la tendance dite néo-colonialiste de l'impérialisme français : le maire d'Alger, Jacques Chevalier. A la veille de l'insurrection, les centralistes étaient en complète liquidation.

● Le Comité Révolutionnaire d'Unité d'Action (C.R.U.A.) Autorité de la délégation algérienne au Caire s'est constitué le C.R.U.A. Les militants du C.R.U.A. appartenant en majorité à l'appareil militaire du M.T.L.D., l'O.S. Dans l'illégalité en Algérie, ces militants n'avaient que peu suivi la bataille politique au sein du M.T.L.D. qui allait aboutir à l'exclusion des centralistes du M.T.L.D. en juillet 1954.

Le ministre Mitterrand a indiqué lors d'un débat à l'Assemblée Nationale, au lendemain de l'insurrection du 1^{er} novembre, que l'on s'attendait à de tels événements pour plus tard. L'arrestation en masse des massalists à la suite du 1^{er} novembre prouve déjà suffisamment de quel côté on s'attendait à des actions armées, mais d'autres éléments sont là pour confirmer cette appréciation. Le C.R.U.A., qui a déclenché l'insurrection « au nom de Messali », s'est très rapidement décomposé en ses éléments politiques fondamentaux. La majeure partie des membres du C.R.U.A. de la première heure a rejoint le M.N.A. D'autres sont allés au F.L.N.

Il y a une première conclusion à signaler. Toute la campagne visant à monopoliser les négociations, de la part des dirigeants du F.L.N., part de cette certitude fermement

ancrée dans leur esprit : dans le cadre d'une solution politique à caractère démocratique, le F.L.N. sait que le M.N.A. de Messali, qui, au travers d'un héroïque combat, a conservé dans le peuple algérien une influence déterminante, en plein jour s'affirmera davantage encore. L'intransigeance du F.L.N. (des « durs » ou des « mous ») — il n'est pas inutile d'y revenir — ne réside pas dans le fait qu'il se refuse à négocier sans l'indépendance (les négociations de l'année 1956 en témoignent éloquemment). Leur « intransigeance », exprime la crainte de voir Messali rassembler une nouvelle fois, comme en 1936, comme en 1946, l'écrasante majorité du peuple algérien autour du M.N.A. La position d'« interlocuteur qualifié » qu'à tout prix veulent accorder les libéraux bourgeois et petits bourgeois (progressistes et stalinistes) au F.L.N. ne participe absolument pas d'une quelconque notion de représentabilité. Les dirigeants du F.L.N. leur apparaissent mieux qualifiés pour défendre les intérêts de la « présence » colonialiste française : un point c'est tout.

Donc, les dirigeants du C.R.U.A. résidant au Caire ont choisi seuls la date du 1^{er} novembre. Le P.C.A., l'U.D.M.A., les centralistes, sans évidemment parler de Ouléma et autres administratifs qui ont rejoint le F.L.N. condamnant l'insurrection. Le M.N.A. de Messali Hadj est resté dans l'ignorance. Au lendemain du 1^{er} novembre, ses militants la rejoindront dans leur totalité. La majorité des membres du C.R.U.A. en Algérie rejoindra, par ailleurs, le M.N.A.

Ceci amène une seconde conclusion qui complète la première. Ceux qui ont déclenché l'insurrection ne s'appuyaient sur aucune force politique véritable en Algérie. Il est évident qu'il serait complètement erroné d'en déduire que l'insurrection ne répondait pas à un besoin profond du peuple algérien. Toutes les discussions à l'intérieur du M.T.L.D. sont là pour montrer combien, face à une situation où les actions armées en Tunisie et au Maroc, donnaient l'exemple, où le peuple algérien voyait toutes les issues politiques à son combat bouchées par la plus systématique violation de ses droits démocratiques, appelait nécessairement la Révolution que le M.N.A. préparait. Dans ce sens, l'insurrection ne pouvait être une aventure, comme l'ont dit les stalinistes à l'époque.

L'analyse des événements qui ont précédé le 1^{er} novembre, des forces politiques en présence, a une importance capitale, non seulement pour la compréhension du développement de la Révolution Algérienne, des positions respectives des différentes tendances, mais également pour l'appréciation objective des rapports de force entre ces tendances et pour la définition des perspectives.

... timent ne va pas ...

construction des logements, dont l'importance concerne la Nation entière, est l'une des tâches essentielles incombant à tous les organismes du Parti, des Soviets, des syndicats. Le plan de la construction d'habitations pour le 6^e Quinquennat, fixé par les directives du XX^e Congrès, doit être non seulement réalisé, mais encore dépassé.

La tâche est donc « d'accroître considérablement, dans les délais les plus courts, l'habitat, de manière à en finir, dans les 10 à 12 prochaines années, avec la pénurie de logements ».

LES REALISATIONS

Sans se soucier des besoins de la population, les bureaucrates commencent par se servir. La pénurie de logements conduit à des « normes de répartition » qui n'ont rien de socialiste. La presse soviétique est obligée de le reconnaître, et abonde en exemples qu'elle s'empresse de présenter comme des abus particuliers pour mieux camoufler l'accaparement général par l'aristocratie toute entière des meilleurs logements disponibles.

Le journal « Troud » du 23 mai 1957 nous apprend que : « dans la maison n° 44 de la rue Tavilnga de la ville de Tcheliabinsk furent logés des travailleurs (sic) de l'usine Tcheliabinsk, qui étaient déjà logés correctement par ailleurs. Parmi eux, il y avait l'ingénieur Touroussinov, le dirigeant Panitchkine, le chef du département administratif Grigoriev. Tous occupèrent des appartements de surface beaucoup plus étendue que ne l'admettent les normes.

Les bureaucrates syndicaux alertés se gardèrent bien de mécontenter leurs collègues : « Néanmoins, ne voulant pas détériorer leurs relations avec les dirigeants de Tcheliabinsk, les membres du présidium du comité de rayon des syndicats s'employèrent à minimiser l'affaire. Dans leur résolution, ils écrivaient qu'une atteinte flagrante aux conditions de répartition des logements n'avait pu être établie... ».

Non contents de s'attribuer scandaleusement des logements, les bureaucrates vont jusqu'à en faire une source

de revenus supplémentaires : « L'année dernière, le trust Tcheliabmachstroï attribua un grand appartement au chef du département de la construction Marinov, alors que tout le monde savait qu'il possédait en propre une belle maison. Après son déménagement dans l'appartement communal, il placarda dans toute la ville une affiche proposant la vente de sa maison pour une somme non inférieure à 50.000 roubles ».

Le dirigeant du même trust, un nommé Pavlov « accapara deux appartements dans le centre de la ville, et vendit pour 25.000 roubles la moitié de sa propre maison ».

Et le même journal cite encore l'exemple suivant : « Récemment, le dirigeant de la base Glavobouvtorg reçut pour 4 personnes, un appartement de 68 mètres carrés au n° 5 de la rue Kchmelnitkov, dépendant de l'usine métallurgique. Jusqu'alors, il habitait dans sa propre maison qu'il loue maintenant pour 800 roubles par mois ».

LA HAINE POPULAIRE

Il n'est pas difficile, dans ces conditions, de s'imaginer la haine qui doit animer la population soviétique envers les privilégiés du régime.

A l'heure actuelle, plus encore que dans le domaine de la nourriture, l'injustice qui règne dans la répartition des logements tend de plus en plus insupportables les relations entre les bureaucrates et les travailleurs.

C'est en pleine connaissance du danger explosif que cette tension sociale représentée que les dirigeants se décident, au XX^e Congrès du P.C.U.S., à promouvoir des mesures sociales destinées à apaiser le ressentiment des travailleurs. La politique de construction de logements entre dans le cadre de ces préoccupations. Nous avons vu, dans les exemples précédents, ce que la bureaucratie en a fait dans la réalité.

Raison de plus pour confirmer les travailleurs soviétiques dans leur résolution de déloger la caste parasitaire du pouvoir usuré.

E. BOIVIN.

A L'ELECTRICITE DE FRANCE — GAZ DE FRANCE

Après la grève du 16 octobre

Dans le cadre de notre enquête sur l'opinion des travailleurs quant aux méthodes valables pour la lutte contre la misère menaçante, après avoir donné la parole aux métallos de Bordeaux (« LA VERITE », n° 481), puis aux fonctionnaires (« LA VERITE » n° 482), et avoir publié, dans ce même numéro, une importante lettre de l'U.D.-F.O. de la Loire-Atlantique à l'U.D.-C.G.T. sur les problèmes de l'unité d'action, nous publions aujourd'hui deux lettres : l'une, d'une employée du Gaz de France, qui expose quelles sont, à son avis, les causes du succès de la grève du 16 octobre et de l'insuffisance des résultats obtenus ; l'autre, d'un employé de l'Electricité de France, qui rapporte la réaction de ses camarades devant l'augmentation de 50 % des tarifs de la cantine, le 1^{er} janvier.

Tous nos lecteurs sont, rappelons-le, invités à participer à notre enquête. Nous remercions celui de nos lecteurs d'Aix-en-Provence qui nous a communiqué la résolution des fonctionnaires et employés municipaux dont nous publions un extrait.

La cantine 50 % plus chère !

À l'endemain du 1^{er} janvier la Direction de l'Electricité et du Gaz de France nous a offert, comme cadeau de Nouvel An, une augmentation de 50 %... du prix des repas dans les cantines. L'augmentation globale des salaires de 4 à 5 % donnée, fin décembre par la Direction était ainsi bien entamée.

La réplique a été immédiate, violente dans certains endroits : nous avons décidé de continuer à déjeuner à la cantine en payant toujours à l'ancien tarif. C'est alors que les « marchands de soupe » au service de la Direction ont refusé de nous servir. Immédiatement dans bien des endroits, les cuisines ont été envahies et le déjeuner servi par les ouvriers (à la Centrale électrique de Genevilliers) ou par les employés de bureau (au Centre administratif E.D.F., rue du Rocher). En de nombreux centres, ce sont les délégués syndicaux qui ont pris la tête de ce mouvement, et qui servaient le personnel.

Le lendemain, 3 janvier 1958, si l'écoeurement subsistait, les discussions allaient bon train, mais il n'était plus question, pour les délégués syndicaux, d'envahir les cuisines : cependant, les syndicats signaient un communiqué commun où ils s'élevaient contre l'augmentation du prix des repas, demandant à la Direction l'ouverture de discussions à ce sujet et appellent le

LES MUNICIPAUX D'AIX : 40.000 fr. par mois minimum

DANS le dernier numéro de « LA VERITE », nous relevions, dans notre enquête sur les fonctionnaires, que les différents syndicats de la Fonction publique de la Loire-Atlantique revendiquaient un traitement minimum de 35.000 francs par mois.

Ils ne sont pas les seuls à estimer insuffisante la fixation du traitement de base à 220.000 francs. C'est ainsi que les fonctionnaires et agents des services publics et de Santé d'Aix-en-Provence, réunis le 19 novembre 1957 à l'appel des organisations syndicales de Fonctionnaires de la F.E.N. autonome, de la C.G.T. et de la C.F.T.C., ont adopté une résolution dans laquelle ils déclarent :

« La revendication de 220.000 francs de base est largement dépassée. Aucun agent ne devrait gagner moins de 40.000 francs par mois ».

personnel à engager l'action sur le lieu de travail en envoyant des délégations à la Direction et en signant des pétitions.

Le calme semble aujourd'hui revenu, mais chacun parle encore de la « fête » des cantiniers lors de l'envahissement des cuisines. Certains disent : « C'est à la Direction que nous devrions aller et faire pareil ». Nous pensons tous avoir eu raison de nous être servis dans les cuisines, mais nous sommes isolés sur notre lieu de travail : nous ignorons ce qui se passe dans les autres centres.

D'autre part, nous pensions que les syndicats allaient pousser en avant ce mouvement qui montre notre combativité. Au contraire, aujourd'hui, nous nous trouvons emprisonnés par les syndicats entre leurs délégations « pépères », qui ne solutionnent rien et la signature de pétitions qui écœurent tout le monde.

Un employé E.D.F.

Au C. N. E. P.

Solidarité contre les sanctions

LES banquiers ne sont pas prêts d'oublier le magnifique mouvement de grève des employés de banque de juillet dernier !

Particulièrement les patrons du Comptoir National d'Escompte de Paris où la grève est partie de la base pour s'étendre ensuite à toute la profession...

La Direction du C.N.E.P. a bon, ne mémoire et, profitant du calme momentané dans la corporation, elle n'a pas hésité à diminuer la prime de fin d'année de plusieurs milliers de francs pour le rôle qu'ils ont joué dans la grève. Devant cette mesure disciplinaire, les syndicats sont restés sans réaction efficace et se sont contentés d'aller réclamer à la Direction la levée des sanctions.

Il était pourtant possible de rassembler les employés et de les mobiliser pour organiser la solidarité en réponse aux brimades patronales. Ceci n'a pas été fait pour l'unique raison que, parmi les sanctionnés, figurait notre camarade Eemans, qui était le plus frappé par les mesures patronales et était exclu de la C.G.T. pour avoir refusé de s'incliner devant l'accord de trahison signé par les dirigeants fédéraux à la fin de la grève ; aussi, les militants staliniens du C.N.E.P. ne voulaient-ils pas qu'il soit fait de « réclame » sur son nom. La Direction du C.N.E.P., sentant que la situation pouvait être dangereuse si elle maintenait son intransigence, acceptait de donner satisfaction partiellement dans le cas de quelques autres militants, mais refusait de réviser son

point de vue sur le cas du camarade Eemans.

Cela n'a pas empêché les employés de son secteur d'organiser eux-mêmes la solidarité pour ce camarade sans attendre les directives syndicales qui ne seraient, évidemment, jamais venues. Les employés ont aussi montré qu'ils savaient répondre à la répression patronale et reconnaître les militants qui défendent réellement leurs intérêts, malgré l'interdit des dirigeants syndicaux.

1) Tout le personnel était las de n'obtenir à aucun résultat sur des revendications déposées depuis les mois d'octobre 1956.

2) Nous avons de multiples fois engagé des grèves tournantes qui n'ont pas payé ;

3) Pour bien comprendre la participation des Ingénieurs et Cadres à la grève, il faut connaître la situation particulière qui est la leur au Gaz et à l'Electricité de France. En fin de carrière, leurs salaires sont comparables aux salaires des Ingénieurs et Cadres des entreprises privées. Mais, en début de carrière, un ingénieur débutant (2^e catégorie) à l'E.D.F.-G.D.F. gagnait, avant l'augmentation récente, 54.957 francs par mois. Ce sont surtout les ingénieurs au début de carrière qui ont donné l'impulsion chez les Ingénieurs et Cadres. Ils s'insurgeaient (aussi paradoxal que cela puisse paraître) contre une forme particulière de la hiérarchie, celle qui existe au sein d'une même catégorie, et pour la compression de cette hiérarchie. C'est là un des éléments qui a joué un rôle important dans le succès de la grève du 16 octobre.

« Venons-en aux résultats que nous avons obtenus »

CE QUE LES FEDERATIONS SYNDICALES RECLAMAIENT

Je cite, d'après une lettre, en date du 2 octobre 1957, adressée en commun par Marcel Paul (C.G.T.), Charles Werbroeck (F.O.), Yves Morel (G.F.T.C.), H. Lencourichel (U.N.C.M.) au Secrétaire d'Etat à l'Energie :

« Les revendications du personnel avaient été fixées au point minimum... Ces revendications prenaient base sur les conditions économiques d'octobre 1956 (important à souligner). Nous demandons comme salaire de base à Paris (majoration résidentielle 25 %) : 22.300 francs... Il est insoutenable que la date de départ des dites revalorisations ne soit pas fixée au 1^{er} janvier 1957... que la 2^e étape soit appliquée au 1^{er} septembre au plus tard, cela du fait que la première étape, absorbant les mesures d'attente, n'apporte au personnel, par rapport à ces dernières semaines, qu'une augmentation insuffisante... le salaire minimum (doit être) : 32.000 francs par mois ».

A cela s'ajoutait la demande d'un rétrécissement des différences de salaires dans une même échelle, et d'une augmentation des coefficients des professionnels, des Ingénieurs, des Cadres.

CE QUE NOUS AVONS OBTENU

A vrai dire, nous ne la savons pas encore bien dans le détail.

Nous savons que le salaire de base, qui avait été fixé à 18.318 francs par mois à Paris au 1^{er} juillet 1956, est fixé désormais à 22.000 francs. Cette décision est applicable en plusieurs étapes au cours de l'année 1958. Le salaire minimum est fixé à 32.000 francs par mois, décision également applicable dans les mêmes conditions. Il y aura aussi « un relèvement des coefficients hiérarchiques dans les premières échelles » afin de « remédier aux difficultés de recrutement qui se présentent pour certaines catégories d'agents classés dans ces échelles ». Tous les versements provisionnels perçus au cours de l'année 1957 sont rattachés par ces augmentations. Pour ce qui est de l'année 1957, un versement unique sera effectué courant décembre, impliquant une mise en application anticipée de l'étape suivante. Chaque échelle est divisée en 10 échelons ; à la première étape (1^{er} janvier 1958), l'échelon 1 de chaque échelle recevra 80 % de la remise en ordre totale des salaires, l'échelon 2 recevra 70 % et ainsi de suite, de manière dégressive, l'échelon 10 percevant 40 %.

Voici quelques indications sur ce versement complémentaire unique réglant la question des salaires pour 1957 :

- 45.000 francs pour tous les échelons de l'échelle 1 ;
- De 19.500 francs, échelon 1, à 15.000 francs, échelon 10, pour l'échelle 2.
- De 33.896 francs, échelon 1, à 15.000 francs pour l'échelle 5.
- De 108.500 francs à 50.533 francs pour l'échelle 17 A.
- De 195.303 francs à 91.010 francs pour l'échelle 20 B.

Quant aux échelles au-dessus, je ne sais pas. Les syndicats n'en parlent pas.

QUELQUES REMARQUES

Je maintiens si je ne disais pas que, lorsque nous avons touché le rappel afférant à l'année 1957, nous avons été contents. Nous allons passer les fêtes tranquilles et nous pouvions nous permettre quelques petits extras.

Mais il faut avouer que cela ne coûte tout de même pas cher à la

Direction du Gaz de France et de l'E.D.F., puisqu'elle va relever les tarifs de 4 à 10 % ! D'un autre côté, c'est quand même rageant de toucher, à l'échelle une, 15.000 francs et de savoir que certains, à l'échelle 20 B, ont encaissé presque de quoi s'acheter une voiture : 195.000 francs...

Et puis, est-ce vraiment un bien grande victoire ?...

Je lis dans la lettre des syndicats que je citais plus haut, que, dès le début octobre 57, la Direction proposait 22.000 francs par mois de salaire de base ; qu'elle acceptait « d'envisager les 32.000 francs de salaire minimum demandés par le personnel ». La seule différence importante est qu'au lieu de partir du 1^{er} octobre 1957, comme le voulait la Direction, la première tranche de revalorisation prend date du mois d'avril, et que l'application totale s'effectuera au cours de l'année 1958, au lieu du 1^{er} octobre 1960, envisagé par la Direction comme date terminale d'application au moment de ses premières propositions.

Il faut aussi remarquer que les syndicats précisaient, dans leur lettre commune du 2 octobre, que les salaires qu'ils réclamaient étaient calculés « au point minimum, ceci pour éviter tout marchandage », et que « ces revendications prenaient base sur les conditions économiques d'octobre 1956 ». Si je comprends bien, ce sont les salaires qu'il aurait fallu en octobre 1956, et ils ne seront totalement appliqués qu'en juillet 1958. En près de deux ans, les échelons du boucher, de l'épicer, de tous les commerçants, n'ont-elles pas varié ? Si, et comment ! La boîte de petits suisses, qui valait, en novembre 1957, 58 francs, vaut aujourd'hui 70 francs... Le Bifeck de cheval, qui valait 500 francs le kilo, vaut maintenant 1.000 francs... Le vin, qui valait 72 francs, vaut aujourd'hui 112 francs le litre !

J'ai fait ces réflexions à mon délégué syndical (je suis syndiqué C.G.T.). Il m'a répondu que je n'avais pas tort. Mais il a ajouté que, tout de même, comparé aux fonctionnaires, ce que nous avons obtenu n'était pas mal. Je ne sais pas ce qu'ont obtenu les fonctionnaires. Il me semble pourtant que s'ils sont encore moins payés que nous, alors il devrait être possible de s'allier avec eux, pour lutter ensemble et arracher, d'abord pour les plus bas salaires, des augmentations en rapport avec la hausse des prix.

A ce propos, il me semble aussi que les ouvriers devraient réclamer (cela est valable pour toutes les corporations) une révision périodique et à dates très rapprochées des salaires. Depuis quelques semaines, la hausse du coût de la vie est affolante. Mais les indices des prix devraient être contrôlés sérieusement. Je suis sûr que nous autres, ménagères, pourrions fournir des renseignements à ce sujet beaucoup plus exacts que ceux fournis par le gouvernement. Vous devriez soulever cette question dans votre journal.

Je n'ai pas beaucoup de temps, mais j'ai pris la peine de vous écrire, de rechercher les renseignements qui peuvent vous être utiles pour votre enquête. J'espère que ma lettre ne restera pas sans écho. Je vais suivre la suite de votre enquête avec attention, parce que je discute au bureau, mais je manque d'arguments. Et il arrive souvent que, bien qu'étant certaine d'avoir raison, je paraisse avoir tort.

M. S.
employée de bureau
au Gaz de France.

Le gérant : P. LAMBERT

IMPRIMERIE DAVY
53, r. de la Procession - Paris XV

LA GREVE GENERALE DES BANQUES DE JUILLET 1957

(Numéro spécial de « L'Unité Syndicale »)

Une brochure, franco de port : 80 francs.

Par 10 : 60 francs.

Par 100 : 50 francs.

Paiement au C.C.P. S.P.E.L. 6032-01 Paris